

cadre de son programme de bourses accordées aux jeunes étudiants canadiens prometteurs.

Voilà que le gouvernement cherche à démanteler le Conseil national de recherches. Il procède de façon insidieuse et prend soin de faire en sorte qu'en apparence, il n'y ait aucun changement. Or, je prétends qu'on assiste à un énorme changement qui est bien loin d'être pour le mieux.

Je voudrais me reporter aux observations du premier ministre à cet égard. Il a fait des déclarations au sujet des promesses de son gouvernement et de ses espoirs en matière de recherches scientifiques au Canada. Voici ce qu'il a déclaré à l'Université de Waterloo le 4 mars 1987: «L'excellence et la pertinence des travaux sont les principes sur lesquels nous entendons nous baser pour administrer nos laboratoires gouvernementaux. Depuis quelques années, je prends la parole et la plume pour expliquer que le temps presse, que nous devons absolument faire mieux en recherche et en développement, non pas uniquement en dépensant davantage, mais en utilisant à meilleur escient cet argent, notamment en mettant davantage les acquisitions de nos laboratoires publics au service de la recherche universitaire et en accordant une aide accrue à cette dernière. Nous ne saurions nous satisfaire de ce que nous avons accompli.»

Voilà ce qu'il a dit. Il a sûrement raison. Il aurait pu ajouter, peut-être, que la plupart des Canadiens sont carrément mécontents de ce que le gouvernement a accompli.

Pour le prouver, voyons un peu les chiffres. Au cours de l'exercice de 1984-1985, la dernière année de gouvernement des libéraux et l'année également tant et si souvent décriée par mes amis conservateurs. Or, selon le Conseil économique du Canada, le Conseil national de recherches a dépensé 480 millions de dollars au cours de cet exercice. Par comparaison, les crédits qui lui ont été accordés dans les prévisions budgétaires de 1990-1991 totalisent 433 millions de dollars. On ne parle plus uniquement de réduction du taux de croissance des dépenses au CNRC, mais d'une baisse absolue de l'argent mis à sa disposition sur une période cinq ans, cinq ans de compressions dans ce qui est considéré comme un joyau dans le domaine des sciences au Canada.

Voyons d'autres mesures qui ont été prises au Conseil. Dans le bon vieux temps, le CNRC comptait à sa direction un groupe d'hommes et de femmes relativement indépendants, dont au moins la moitié étaient des universitaires, des scientifiques et des sommités fort réputés au

Initiatives ministérielles

Canada. Sous le gouvernement conservateur, la composition du conseil a changé d'allure. Soixante p. 100 des membres actuels sont des gens d'affaires. Cela reflète l'obsession du gouvernement pour la rentabilité et son peu de préoccupation pour l'importance et la valeur de la recherche scientifique en soi. À mon avis, la présence d'un tel groupe au sein du conseil influence la teneur des programmes de recherche scientifique au Canada. Il ne s'agit plus de recherche pure, mais davantage de recherche appliquée, soit un type de recherche qui présente un intérêt évident pour un certain groupe mais pas pour les autres.

• (1400)

Pour étayer mes dires, je vous cite une lettre envoyée le 15 février dernier aux employés du CNRC par son président, M. Perron:

Cependant, je crois que même sans ressources fraîches, nous aurons l'obligation incontournable de jeter un regard critique sur le mérite scientifique de nos activités, d'examiner leur utilité par rapport aux besoins du Canada, et de voir si le CNRC est le meilleur endroit pour mener chaque activité.

Voyons ces trois facteurs. D'abord le regard critique sur le mérite scientifique. Qui évalue ce mérite scientifique? Le nouveau conseil composé de gens d'affaires. Deuxièmement, l'utilité par rapport aux besoins du Canada. Selon quel point de vue? Celui des gens d'affaires, pas celui des chercheurs. Troisièmement, le CNRC est-il le meilleur endroit pour mener chaque activité? Si, monsieur le Président, vous possédiez votre propre laboratoire rattaché à votre usine et si ce laboratoire pouvait obtenir des subventions gouvernementales, ne préféreriez-vous pas que vos travaux de recherche y soient menés? C'est exactement le genre de questions qui se posent au CNRC. Les dés sont pipés, je veux dire que la communauté scientifique du Canada est victime d'une injustice.

Mes collègues ont parlé de ce qui se passe à la suite de ces changements, et à mon avis, ce n'est pas surprenant, étant donné l'attitude du Conseil national de recherches que révèle cette lettre. Le président ajoute dans sa lettre:

L'excellence est essentielle pour tous nos programmes, mais elle ne suffit pas. Notre recherche doit aussi être pertinente et bien s'intégrer aux autres activités du CNRC.

Après avoir fait ces déclarations, il n'a pu supporter l'embarras de les voir contester par d'autres membres du Conseil national de recherches du Canada, des employés et des savants qui y travaillent. Aussi, on a sorti une autre note de service qui demande aux membres du Conseil de se taire. Ils n'étaient pas censés en parler. Le 22 février, il y a eu une note de service de Pat Mortimer, directeur du